

ALGÉRIE : la bureaucratie croît toujours au détriment du peuple

L'Algérie sait fort bien que l'une des principales conditions de son indépendance effective réside dans le développement accéléré de son industrialisation. Boumedienne poursuit dans ce sens, avec plus d'acharnement semble-t-il, la politique de son prédécesseur. Ainsi espère-t-il réaliser les conditions d'une aide efficace, en engrais notamment, à l'agriculture, ainsi que du retour progressif des travailleurs émigrés dont la qualification technique acquise en Europe serait bénéfique pour l'économie algérienne. Outre le développement de l'exploitation pétrolière, il est prévu, près d'Oran, une importante usine d'ammoniaque et autres dérivés à base d'azote destinée à alimenter en grande partie une usine d'engrais ammoniacaux-phosphatés à construire dans la région Annaba-Skikda. L'Algérie doit aussi s'équiper en vue de développer sa production de polyéthylène, de dérivés des gaz de pétrole, de matière plastique. Payante en terme, cette politique ne peut se réaliser qu'en faisant appel à des prêts extérieurs, auprès de la B.R.D., de l'Etat de Koweït, de la Bank of America, des Manufactures Hanover Trust... dont le remboursement imposera de lourdes charges au pays dans le proche avenir.

L'un des moyens de faire face : l'austérité pour tous, supposerait un développement de la démocratie qui serait fatal au régime, et n'est donc pas envisageable sous Boumedienne dont la popularité peut s'apprécier au fait que le seul passage applaudi de son discours du 1^{er} novembre fut celui consacré au Vietnam.

Quand on s'oppose à ce que le peuple exerce le pouvoir et le contrôle, on ne peut obtenir de lui des sacrifices qu'en les lui imposant, ce qui implique le développement de ce vaste appareil répressif multiforme qu'on appelle la bureaucratie.

Il faut donc s'attendre à un renforcement de celle-ci, encore accentué par l'effet des dispositions du nouveau code des investissements qui vise à rétablir une certaine « confiance » au sein des milieux d'affaires algériens et étrangers ainsi que parmi les possédants individuels.

Paradoxalement, le marasme de l'agriculture : déficit de 10 millions de quintaux de blé, 20 millions d'hectolitres de vin invendus, peut jouer dans le même sens.

En effet, les mesures prévues en faveur de l'autogestion agricole et des pe-

tits fellahs : à ceux-ci l'annulation de leurs dettes envers les S.A.P. (200 millions de francs) plus l'octroi de 100 millions de francs de crédits d'équipements et 30 millions de crédits pour semences et engrais,

REGARDER DEVANT SOI...

Que faire dans une telle situation, alors que, face à une opposition divisée et sans véritable programme, le groupe de Boumedienne peut se permettre de larguer l'un après l'autre les éléments, tels Mahsas et Boumaza, dont il s'était servi, au début, pour désamorcer une possible réaction populaire contre lui ?

La situation n'est pas dramatique, mais elle est sérieuse.

La France officielle, on le sait, s'est réjouie, discrètement bien sûr, de l'élimination de Ben Bella. Ainsi que vient de le dire l'U.N.R. Lepreu, à la commission des Finances de l'Assemblée, elle « tient pour souhaitable la consolidation politique et économique du jeune Etat algérien, la permanence des intérêts français, du volume des échanges commerciaux ».

Ce n'est pas d'elle qu'il faut attendre une aide quelconque contre Boumedienne.

...ET S'UNIR SUR UN PROGRAMME DE CLASSE

Il est à craindre que l'allusion aux « rats qui quittent le navire en péril » à propos du départ de Boumaza, ne pêche par excès d'optimisme. Certains déclarations récentes de l'O.R.P., hostile à ce ministre si habile à passer du ben-bellisme à l'anti-bellisme pour revenir au premier, et dont la sensibilité concernant la torture est à épisodes, laisserait penser qu'en sa personne Boumedienne aurait pu faire à l'opposition un cadeau quelque peu empoisonné.

Celle-ci, nous l'avons dit, est divisée. On avait bien annoncé, fin juin, « la constitution d'un organisme permanent de coordination » entre l'O.C.R.A. et l'O.R.P.

On voit bien, tantôt l'un tantôt l'autre des mouvements oppositionnels lancer un appel au regroupement.

à celle-là les crédits qu'elle attend depuis si longtemps et un desserrement de l'état de l'O.N.R.A. peuvent incliner ces couches à une certaine neutralité à l'égard du pouvoir.

Le fait que Lebjaoui et Ait el Hocine aient été priés d'aller exercer ailleurs leurs activités oppositionnelles est assez significatif.

Ce n'est pas non plus de l'U.R.S.S. qui entretient de bonnes relations avec l'homme du 19 juin et lui fournit en grande partie son armement.

Quant aux Etats-Unis, on ne voit guère en quoi les déclarations « gauches » des Algériens sur le Vietnam pourraient sérieusement les inquiéter. Ces « coups de gauche » n'empêchent pas de « causer » tranquillement finance. En revanche, on voit très bien en quoi les général, dans le cadre de leur politique de mise en condition de l'Afrique, le remplacement de l'équipe actuelle pour une équipe résolue à s'appuyer sur le peuple en vue de la reprise de la marche en avant de la révolution.

Mais tout, semble-t-il, est resté en l'état. Le « congrès de l'opposition révolutionnaire, ouvert au plus grand nombre de militants organisés ou non », annoncé par Boudiaf en juillet, n'a pas vu le jour, et le seul point d'accord visible entre tous les opposants réside apparemment dans le commun désir de renverser Boumedienne et de « donner la parole au peuple ».

Comme le soulignait *Le Monde*, c'est bien vague, et cela laisse subsister des divergences profondes auxquelles viennent encore s'ajouter des dissentiments personnels.

Si elle veut vaincre, l'opposition doit évidemment se regrouper. Mais on ne peut unir tout le monde : le loup et l'agneau, la chèvre et le chou. Surtout, l'union ne peut être efficace

sans un programme répondant aux besoins de la lutte en Algérie même, car c'est évidemment en Algérie qu'interviendra la décision.

Or la bataille, en Algérie, ne peut se mener que sur une base de classe, à partir de la constatation du maintien d'une grande inégalité sociale, et pour réduire celle-ci.

Cela implique des mots d'ordre appropriés, comme, par exemple le contrôle ouvrier ou le contrôle de la commercialisation des produits par les autogestionnaires.

Tout retard dans la réalisation d'un tel programme est du temps gagné pour Boumedienne et son groupe.

L. BRATES.

Paraîtra prochainement le n° 29 de « Quatrième Internationale »

Extraits d'un sommaire abondant, nous annonçons les études suivantes :

- Livio Maitan : La « grande révolution culturelle ».
- Joseph Hansen : Stalinsme ou trotskysme dans la révolution cubaine. (Réponse à Blas Roca)
- Georges Breitman : Signification de « pouvoir noir ».

Le numéro de 96 pages : 4 F.

ABONNEMENT — 1 an : 10 F

● Sous pli fermé : 15 F

● De soutien : 20 F

C.C.P. Pierre Frank 12648-46
PARIS

Tous les jours ouvrables, de 15 heures à 19 heures une permanence est assurée dans nos locaux
21, rue d'Aboukir, PARIS-2^e
GUTemberg 06-57

Le directeur de publication :
P. FRANK

Imp. « E.P. », 232, rue de Charenton
PARIS-12^e

Bolivie : Un Président à 30 %

Le 4 novembre 1964, le général René Barrientos Ortuno accédait au pouvoir par un coup d'Etat. L'armée, au service des classes sociales les plus rétrogrades, est une force autonome à laquelle la cohésion et le haut degré d'organisation donnent la possibilité de se « prononcer » contre un pouvoir civil défaillant. Selon ses besoins, les Etats-Unis mènent à l'égard de l'Amérique latine une politique qui relève du « bon voisinage » ou du « gros bâton ». Dans ce dernier cas, le rôle de l'armée passe au premier plan, avant les nécessités de la « démocratie représentative ».

Depuis 1963, la prépondérance des militaires n'a fait que s'affirmer, les coups de force se sont succédés : au Brésil, en Argentine, en Bolivie, etc. L'une des raisons en est la volonté nord-américaine de créer une Force interaméricaine de Défense (c'est-à-dire de répression) et les réticences de certains gouvernements face à ces exigences.

Pour la Bolivie, le renversement de l'ex-président Paz Estenssoro et la prise du pouvoir par Barrientos devaient permettre de faire face à une mobilisation ouvrière croissante dans les mines. En 1963, la puissante grève des mineurs, les journées de décembre avaient mené le pays au bord de la guerre civile. La mobilisation des mineurs avait usé le gouvernement dont l'influence et le prestige étaient tellement atteints qu'une direction de rechange s'imposait. Abandonnée par Lechin (ancien leader de la gauche du Mouvement national révolutionnaire qui avait longtemps canalisé le mécontentement ouvrier et préservé l'unité du M.N.R., le parti au pouvoir depuis 1962), la coalition qui avait porté Paz Estenssoro au pouvoir s'effondrait.

Pour les services secrets américains aidés des militaires autochtones, la situation était favorable : le putsch militaire devait balayer la « démocratie » bolivienne affaiblie. Taré dès l'origine, le gouvernement Barrientos déclenchait la répres-

sion ; des responsables syndicaux étaient emprisonnés, assassinés. En 1965, le militant trotskyste Cesar Lora était tué ; l'armée occupait les centres-clés, exilait les dirigeants de l'opposition, fermait les mines ; des combats violents avaient lieu entre les mineurs et les militaires.

Afin de faire à la dictature une « virginité » qu'elle n'avait jamais eue, la junte militaire décidait de procéder en juillet à des élections générales dans le but d'être un président, un vice-président, des députés et des sénateurs. Barrientos démissionnait de la présidence le 31 décembre 1965 pour préparer la campagne électorale destinée à légaliser le coup de force.

Dès qu'elle avait eu connaissance de cette décision, l'opposition avait réclamé une amnistie générale, condition de sa participation aux élections. De plus, déniant par avance toute validité à cette opération, de nombreux partis préconisaient l'abstention ; c'était le cas du M.N.R. dirigé par Paz Estenssoro, du P.R.I.N., fondé par Lechin, du P.C. pro-chinois et du P.O.R. trotskyste (réunifié) ; ces partis se regroupaient dans le Conseil démocratique du Peuple (C.O.D.E.P.) ; le XIII^e Congrès des Mineurs, la Centrale ouvrière de Bolivie prenaient des positions semblables.

Soutenu systématiquement par la police, l'armée, l'administration, appuyé par l'ambassade américaine, conseillé par un colonel yankee, Barrientos se présentait aux urnes ; le 6 août, il prêtait serment, investi d'une pseudo-légitimité électorale. Pour rendre la mascarade plus convaincante, on estima judicieux de faire « contrôler » les élections par des observateurs de l'O.E.A. (Organisation des Etats américains), appendice bien connu du gouvernement des Etats-Unis en Amérique latine. Aveugles ou borgnes selon les circonstances, ils ont témoigné de la bonne tenue des élections, mais ont su se voiler la face avec pudeur devant la répression pré-électorale, les assassinats,

les arrestations et la fraude. Sans gloire et à la sauvette, Barrientos est président, élu par 621.776 voix et... 759.567 abstentions ! Le général pourra désormais faire figure de pantin démocratiquement élu par « la volonté du peuple », soit 30 % de l'électorat.

L'enveloppe constitutionnelle dont on a habillé la dictature a permis à la bourgeoisie de se regrouper, en se contentant d'un faux-semblant de démocratie ; divers partis bourgeois participent au gouvernement : le chancelier Gutierrez, du Parti social-démocrate, est étroitement lié aux barons de l'étain ; le secrétaire du Trésor est administrateur de la firme Saïd, le responsable du plan est un chaud partisan de l'Alliance pour le Progrès, le ministre de l'Intérieur est un anti-communiste notoire (ancien stalinien) et le ministre de l'Economie est directeur de l'IBEAS, organisation anti-communiste dépendant des Dominicains.

La peur de la mobilisation ouvrière, l'asservissement à l'impérialisme américain ont ainsi permis à la bourgeoisie bolivienne de fraterniser dans l'unité nationale retrouvée.

Les conséquences des élections sont doubles : le gouvernement « rénové » de Barrientos renforce temporairement la communauté (bourgeoise) bolivienne qui n'hésite pas à faire preuve de démagogie nationaliste à propos de la demande bolivienne (faite auprès du Chili) d'accès au Pacifique. Ce fut là l'occasion pour le gouvernement de lancer « un appel à l'unité de tous les Boliviens » pour faire face à la politique de réarmement des Chiliens, en évoquant « les pertes territoriales dont a été victime le pays ».

Désormais, le gouvernement ne se heurte plus qu'à une opposition, l'opposition ouvrière, et l'on peut s'attendre à une aggravation de la répression : l'unité des partis révolutionnaires est dans ce contexte plus que jamais nécessaire.

Sur le plan latino-américain, l'armée bolivienne, directement représentée au

pouvoir par le général Barrientos, pourra « utilement » participer à la Conférence militaire interaméricaine qui a lieu à Buenos Aires (désormais sous la férule d'un autre général) du 29 octobre au 7 novembre.

Les deux thèmes de cette confrontation sont les suivants : Premièrement : actualisation des moyens de défense contre la menace de subversion ; deuxièmement : perfectionnement du système militaire américain. Il s'agit en d'autres termes de donner aux armées latino-américaines une fonction de répression interne, la défense nationale contre l'ennemi extérieur étant assurée par le système inter-américain sous la houlette des Etats-Unis.

La question très discutée de la force interaméricaine permanente sera donc au centre des débats ; destinée, selon les paroles du général Onganía avant son coup d'Etat, « à lutter contre le complot communiste international » et à faire face aux guérillas qui rendent nécessaire « l'union des armes et des forces armées sud-américaines de façon efficace et permanente, on peut compter que d'ores et déjà le Brésil, l'Argentine, la Bolivie et d'autres tenteront d'en assurer la mise en place. Les réticences timides de certains secteurs de la bourgeoisie nationale s'amenuisent ; sur l'échiquier sud-américain, les Etats-Unis ont balayé presque d'une chiquenaude leurs alliés les plus timorés.

Dans un tel contexte, le programme du P.O.R. réunifié « d'établissement d'un gouvernement des ouvriers et des paysans » au moyen d'une « lutte armée des masses » trace les objectifs révolutionnaires pour la Bolivie sans ambiguïté : Toute « troisième voie » en Amérique latine, visant à réaliser une révolution « démocratique et nationale », mais non socialiste, signifierait pour les exploités du continent la faillite et la capitulation.

E. G.